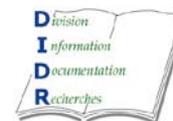


22 novembre 2016



Les groupes mafieux et paramilitaires

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Résumé : Les principaux groupes mafieux et paramilitaires présents au Venezuela (*colectivos*, Milice nationale bolivarienne, Forces de libération boliviennes, bandes criminelles indépendantes, groupes de guérilla colombiens) ; relations avec les autorités et actions de l'Etat pour protéger les citoyens.

Abstract : Main criminal and paramilitary organizations in Venezuela (*colectivos*, National Bolivarian Militia, Bolivarian Liberation Forces, independent criminal gangs, Colombian guerilla groups) ; relationship with authorities ; government's policies to protect citizens.

Nota: les traductions des citations en langues étrangères sont assurées par la DIDR.

Table des matières

Introduction	3
1. Les groupes paramilitaires chavistes	3
1.1. Les <i>colectivos</i>	3
1.1.1. Origines.....	3
1.1.2. Définition.....	3
1.1.3. Fonctions et relations avec les autorités.....	4
1.1.4. Actions	5
1.1.5. Groupes proéminents.....	6
1.1.6. Rôle des <i>colectivos</i> dans la répression du mouvement de contestation populaire à partir de 2014.....	7
1.1.7. Financement et ressources	8
1.2. La Milice nationale bolivarienne.....	9
2. Les gangs criminels mafieux	10
2.1. Les méga-bandes	10
2.2. Le trafic de stupéfiants et l'implication de militaires	10
3. La frontière colombo-vénézuélienne	12
3.1. Les groupes de guérilla colombiens au Venezuela	12
3.2. Les Forces de libération bolivariennes	12
5. Actions de l'Etat pour protéger les citoyens	14
5.1 Politiques sécuritaires	14
5.2. Les services antiterroristes	15
5.3. Effectivité du système judiciaire	16
Bibliographie	17

Introduction

Le Venezuela est l'un des pays les plus violents au monde (39 homicides pour 100 000 habitants selon le gouvernement, 79/100 000 selon des ONG). Le contexte de violence qui a permis aux groupes mafieux et paramilitaires de prospérer se fonde sur les nombreux antagonismes socio-économiques et politiques qui divisent la société vénézuélienne.¹

Ce contexte d'insécurité radicalise les acteurs de la rue et trouve un prolongement dans l'espace public.² La crise politique et économique fragilise les prérogatives souveraines de l'Etat et permet aux groupes armés de prospérer. Cette faiblesse de l'Etat se manifeste également, en certains endroits, par une difficulté de plus en plus grande du gouvernement à contrôler les appareils policiers et militaires, qui, eux, se renforcent et gèrent à leur façon les menaces à la sécurité.³

L'appareil de sécurité vénézuélien se caractérise par l'existence de multiples organismes de sécurité publique opérant à l'échelle nationale, municipale et locale.⁴ Parmi eux, certains corps appartiennent aux forces de l'ordre, tandis que d'autres s'apparentent à des structures politico-militaires. Tous participent simultanément au maintien de la sécurité et à la répression du crime. La dispersion des forces de sécurité facilite l'essor de forces de sécurité parallèles – *colectivos*, milices bolivariennes, groupes mafieux et criminels - qui prospèrent au sein et hors de l'appareil d'Etat et contribuent au climat d'impunité, d'insécurité et de peur affectant les civils.⁵

1. Les groupes paramilitaires chavistes

1.1. Les *colectivos*

1.1.1. Origines

Ces groupes, historiquement attachés à la cause révolutionnaire, sont issus des mouvements de guérilla urbaine des années 1960 et 1970. Ils se sont autoproclamés défenseurs de la révolution sous la présidence d'Hugo Chávez.⁶ L'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez a marqué une période d'apogée pour les *colectivos* bolivariens.⁷

1.1.2. Définition

Le terme *colectivos* désigne les groupes progouvernementaux de civils armés défenseurs du chavisme exerçant une fonction de contrôle social dans l'espace politique et social vénézuélien⁸. Ces organisations chavistes, impliquées dans les violences urbaines,

¹ BRUN Elodie, « Le Venezuela, un pays violent », Observatoire Politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes, 03/2014 ; Interview de VASQUEZ-LEZAMA Paula dans *Geopolis*, « Venezuela : une situation explosive, anarchique, chaotique », 25/02/2014 ; SAMOUTH Eglantine, « Dire l'évènement quand il surgit : les évènements d'avril 2002 au Venezuela dans trois quotidiens nationaux, une analyse discursive », thèse de doctorat Sciences du langage et études hispaniques, Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne, soutenue le 30 novembre 2011 ; IRIS, « Venezuela : les enjeux nationaux et régionaux de la bataille entre l'opposition et Nicolas Maduro, le point de vue de Christophe Ventura », 28/10/2016 ; Global Partnership For the Prevention of Armed Conflict, « Venezuela in Crisis : Economic and Political Conflicts Drivers in the Post-Chavez Era », 03/2014.

² BRUN Elodie, 03/2014.

³ LACASSE Chantal et MACE Gordon, 2013.

⁴ International Commission of Jurists (ICJ), 2015.

⁵ ICJ, 2015.

⁶ *Vice News*, 01/03/2014.

⁷ *RunRun*, 09/10/2014.

⁸ *Panam Post*, 11/06/2016.

opèrent comme des milices progouvernementales dans la crise politique, économique et sociale qui fragilise le gouvernement Maduro depuis le début de la contestation populaire initiée en février 2014.⁹ D'après l'analyse de Paula Vasquez Lezama, chargée de recherche au CNRS, on peut parler aujourd'hui de véritables cellules de guérilla urbaines incontrôlées connues pour la virulence de leurs actions. Ces organisations s'affrontent entre elles, contre ou avec la police.¹⁰

L'hétérogénéité qui caractérise les objectifs et les modes opératoires des nombreux *colectivos* empêche de les définir et de les catégoriser formellement.¹¹ Le terme « *colectivo* » rassemble des groupes hétéroclites comme *las Comunas*, *las Unidades de Batalla Bolívar Chávez* (UBCH), les Conseils Communaux (*Consejos Comunales*), les *Círculos de Buen Vivir* ou *Lucha Popular*.¹² Chaque organisation poursuit cependant des objectifs et un agenda socio-politique singulier, qui va des œuvres sociales, de la propagande politique à l'action paramilitaire.¹³

1.1.3. Fonctions et relations avec les autorités

Ces groupes interviennent librement à la vue des forces de sécurité, intimident la rue et l'opposition. Ils sont munis d'armes lourdes et se déplacent à moto.¹⁴ Ils assurent des missions de maintien de la sécurité, de soutien communautaire et d'appui aux politiques sociales gouvernementales. Les *colectivos* fonctionnent comme une émanation informelle du *Partido Socialista Unido de Venezuela* (PSUV)¹⁵ brouillant les lignes entre engagement civique et activisme militant.¹⁶ Ils constituent un rouage essentiel de la machine électorale du gouvernement chaviste et sont notamment connus pour mener des manœuvres d'intimidation lors des échéances électorales dans les régions traditionnellement opposées au gouvernement.¹⁷ Les *colectivos* ont ainsi mené plusieurs manœuvres d'intimidation violentes contre le leader d'opposition Henrique Capriles lors de sa campagne électorale.¹⁸

Selon un rapport d'*International Crisis Group* (ICG) publié en 2011, le gouvernement a affiché une ambiguïté particulière envers des groupes armés non étatiques qui sympathisent avec son projet politique.¹⁹ Les "collectifs urbains", combinant politique et activités criminelles, incluant des actions armées contre des cibles de l'opposition, opèrent dans une grande mesure sans restriction et jouissent d'une large impunité.²⁰

Bien que tous professent leur allégeance au président Nicolas Maduro et à la cause bolivarienne, nombre d'entre eux sont aujourd'hui de plus en plus critiques à l'égard du gouvernement et du parti au pouvoir, accusés de ne pas incarner le véritable esprit révolutionnaire. Les *colectivos* se réclament volontiers d'une obédience socialiste, anti-impérialiste et anticapitaliste. Divisés, certains, comme *les Tupamaros* et *La Piedrita* opèrent comme des forces de sécurité parallèles visant à garantir l'ordre social,

⁹ *Mediapart*, 10/03/2014.

¹⁰ *Geopolis*, 25/02/2014.

¹¹ *El Nacional*, 25/03/2014.

¹² *RunRun*, 09/10/2014.

¹³ *RunRun*, 09/10/2014 ; *El Impulso*, 02/11/2014.

¹⁴ *Le Nouvel Obs*, 19/02/2014.

¹⁵ Le Parti socialiste uni du Venezuela est le nom du parti politique créé en 2007 dans lequel se sont regroupées l'essentiel des forces politiques qui soutiennent la « Révolution bolivarienne » initiée par le président Hugo Chavez et poursuivie par son successeur Nicolas Maduro. Les élections législatives de 2015 ont apporté une défaite au PSUV au pouvoir, pour la première fois depuis 1999.

¹⁶ *Reuters*, 13/02/2014.

¹⁷ *Reuters*, 13/02/2014.

¹⁸ *El Nuevo Herald*, 01/01/2014 ; *El Nacional*, 13/07/2016 ; *Caracol Radio*, 08/09/2016 ; *La Patilla*, 25/11/2015. Les *colectivos* ont notamment incendié le véhicule du candidat Capriles utilisé lors de la campagne électorale et lui ont interdit l'accès à certains territoires.

¹⁹ *International Crisis Group* (ICG), 17/08/2011.

²⁰ *Ibid.*

généralement par la force. D'autres organisations de *colectivos* plus anciennes maintiennent une tradition d'engagement communautaire de quartier au service d'œuvres sociales, telle que la *Coordinadora Simon Bolivar*.²¹

On distingue cependant au moins cinq instances rassemblant ces groupes : le Front populaire révolutionnaire (*Frente Popular Revolucionario*, 34 *colectivos*), le Conseil populaire révolutionnaire (*Consejo Popular Revolucionario*, 28 *colectivos*), le Bloc populaire révolutionnaire (*Bloque Popular Revolucionario*, 17 *colectivos*), *Sergio Rodríguez* (70 *colectivos*) et le Secrétariat révolutionnaire (*Secretariado Revolucionario*). Beaucoup de ces organisations entretiennent depuis leurs origines des liens avec des dirigeants politiques tels que les anciens maires de Caracas Freddy Bernal et Juan Barreto. D'autres affichent un caractère moins structuré et interviennent moyennant rémunération.²²

A l'échelle régionale et locale, les *colectivos* agissent parallèlement à la structure du PSUV. Ils jouent le rôle de gardiens de la révolution bolivarienne à l'échelle locale.²³

La coalition *El Gran Polo Patriótico*²⁴ compte plus de 10 810 *colectivos* et mouvements sociaux, rassemblant plus de 35 000 personnes à travers le pays. Bien que les autorités assurent qu'ils agissent à des fins culturelles, idéologiques et pacifiques, de nombreuses voix dénoncent leurs agissements de contrôle politique paramilitaire, en raison, notamment, de l'implication de certains *colectivos* dans la répression des manifestations de février 2014 ayant causé la mort de 33 personnes et mené à l'interpellation de 1 736 individus.

1.1.4. Actions

Les *colectivos* sont particulièrement impliqués dans les violences urbaines²⁵ et les luttes rivales opposant le gouvernement à l'opposition. Parmi les actes de violences impliquant les *colectivos* chavistes, on distingue quelques attaques notables, parmi lesquelles :

- l'attaque contre la délégation vaticane en 2009²⁶ ;
- les attaques successives contre la chaîne télévisée *Globovisión* (les responsables de l'attaque ont été arrêtés par les autorités puis relâchés)²⁷ ;
- la séquestration d'agents officiels de l'Ateneo de Caracas et l'attentat de 2012 contre l'ex-candidat à la présidentielle Henrique Capriles ;
- les attaques de bandes motorisées contre les civils votant dans les zones d'influence de l'opposition.²⁸

Les opposants au gouvernement de Nicolas Maduro imputent la situation de violence généralisée aux *colectivos*, très implantés dans les quartiers populaires (*barrios*). Ils représentent l'unique autorité en exercice dans certains quartiers déshérités. La mainmise des *colectivos* sur certains territoires a placé certaines zones sous l'emprise de bandes armées au détriment de l'état de droit.²⁹ Ils sont particulièrement implantés dans le quartier populaire *23 de enero* de Caracas, connu comme un haut lieu de la

²¹ ICG, 17/08/2011.

²² *El Nacional*, 25/03/2014.

²³ LUDENA RIOS Eduardo, 26/03/2014.

²⁴ Deuxième force politique du pays depuis les élections législatives de 2015. Elle a été créée en 2011 en soutien à la candidature d'Hugo Chávez à la présidence. Elle rassemble le PSUV, le Parti communiste vénézuélien (PCV), le parti *Unidad Para Todos, Patria Para Todos* (PPT), le mouvement *Tupamaros de Venezuela*, le *Movimiento Electoral del Pueblo* (MEP), le parti *Redes, Independientes por Comunidad Nacional* (IPC), *Por la Democracia Social* (PODEMOS) et *Corrientes Revolucionarias Venezolanas* (CRV).

²⁵ *Vice News*, 01/03/2014.

²⁶ Le Vatican a été accusé par Hugo Chávez d'ingérence dans les affaires politiques intérieures vénézuéliennes. *Reuters*, 13/02/2014.

²⁷ ICG, 17/08/2011.

²⁸ *El Pais*, 23/02/2014.

²⁹ *El Nuevo Herald*, 01/01/2014.

délinquance et du crime organisé, où ils opèrent à proximité du quartier présidentiel, sans être inquiétés.³⁰ Dans ce quartier de 100 000 habitants, les prérogatives de maintien de l'ordre sont entièrement attribuées aux *colectivos* qui agissent en toute impunité.³¹ L'opposition dénonce le soutien gouvernemental à ces « groupes paramilitaires », « armés et équipés par le gouvernement ».³²

1.1.5. Groupes proéminents

Les groupes répertoriés ci-dessous sont les quatre plus importants *colectivos* présents dans les quartiers de Caracas.

Le Mouvement Révolutionnaire des Tupamaros (*Movimiento Revolucionario Tupamaro*, MRT), mieux connu sous le nom de Tupamaros³³, est une organisation politique vénézuélienne à tendance marxiste.³⁴ Il appartient à la coalition des partis et mouvements de gauche vénézuéliens soutenant la révolution bolivarienne, le *Gran Polo Patriótico*³⁵. Ses membres opèrent à visage couvert : motorisés et munis d'armes lourdes, ils interviennent régulièrement dans la répression des manifestations depuis 2014.³⁶ Ils sont accusés d'avoir contribué à la répression de la manifestation étudiante à Mérida.³⁷

A l'origine, ce collectif est issu d'un mouvement révolutionnaire d'extrême-gauche bolivarien fondé en Uruguay en 1963³⁸. Frédérique Langue, directrice de recherches au CNRS et spécialiste du Venezuela, précise que la présence de ce mouvement à Caracas remonte à la fin des années 1990. Les Tupamaros se sont fait connaître à travers leurs attaques contre les entreprises « bourgeoises » et contre l'oligarchie, et pour leur action contre les trafiquants de drogue, notamment dans les quartiers populaires dont ils sont originaires. Ceci explique notamment le soutien populaire dont il a bénéficié avant de sortir de la clandestinité.³⁹ Le mouvement a débuté dans le quartier *23 de enero* de Caracas avant de s'étendre au reste du pays.⁴⁰ Les Tupamaros se sont intégrés à la politique nationale vénézuélienne en soutenant la candidature d'Hugo Chávez à la présidence.⁴¹ Ils ont toujours soutenu Chávez, mais le mouvement s'est véritablement affirmé comme un acteur politique à partir de 2004 en appuyant ouvertement le président en exercice, puis en intégrant le PSUV.⁴² En signe de reconnaissance, Chávez a intégré ces milices aux forces armées boliviariennes, en principe, distinctes des collectifs armés. Ils sont aujourd'hui à la solde du président Nicolas Maduro, et leur allégeance au régime chaviste est toujours d'actualité.⁴³

³⁰ Reuters, 13/02/2014.

³¹ Reuters, 13/02/2014.

³² Vice News, 01/03/2014.; Reuters, 13/02/2014.

³³ Le terme « Tupamaros » provient de Tupac Amaru, le chef amérindien qui conduisit l'une des révoltes les plus importantes contre les Espagnols, en 1780, dans la vice-royauté du Pérou. Après son écartèlement à Cuzco, en 1781, le nom de Tupamaros devint une appellation péjorative désignant les rebelles de l'empire colonial espagnol.

³⁴ Reportero 24, 23/10/2014.

³⁵ Reportero 24, 23/10/2014. Le Gran Polo Patriótico a rassemblé 40% des voix aux élections parlementaires de 2015.

³⁶ Rue 89 et Le Nouvel Obs, 19/02/2014.

³⁷ El País, 23/02/2014.

³⁸ Le Mouvement de libération nationale -Tupamaros (MLN-T) est un mouvement politique uruguayen d'extrême-gauche, qui prôna l'action directe et la guérilla urbaine dans les années 1960 et 1970. Il est aujourd'hui légaliste et se rapproche plus d'une gauche classique que de l'extrême-gauche, devenant peu à peu un parti de gouvernement, qui revendique toutefois toujours poursuivre un objectif révolutionnaire, mais désormais par des moyens légaux et progressifs. José Mujica, président élu de l'Uruguay de 2010 à 2015, est issu des rangs du MLN-T.

³⁹ Reportero 24, 13/02/2014.

⁴⁰ Reportero 24, 23/10/2014.

⁴¹ Reportero 24, 23/10/2014.

⁴² Rue 89 et Le Nouvel Obs, 19/02/2014..

⁴³ Ibid.

Le *colectivo* La *Piedrita* a été fondé par Valentín Santana et Carlos Ramírez le 6 de décembre 1985 pour lutter contre les violences de rue du quartier *23 de enero*.⁴⁴ Il se définit comme une organisation œuvrant pour « le bien commun, et la résolution des conflits communautaires, politiques, économiques et sécuritaires ». ⁴⁵ Cette organisation est connue pour de nombreux faits de violence armée. Forte de plusieurs dizaines de jeunes majoritairement issus des *barrios*, elle cible particulièrement les individus et les groupes considérés comme hostiles au processus révolutionnaire. Son fondateur justifie l'action violente du mouvement et de ses membres par la défense du projet bolivarien et de la figure d'Hugo Chávez. Son action est particulièrement controversée au niveau national depuis la diffusion de clichés montrant des enfants armés lors d'une réunion commémorative du 23 janvier 1958⁴⁶. La *Piedrita* a publiquement condamné l'épisode et a nié armer des mineurs et des bandes de quartier.⁴⁷

Le *colectivo* Frente 5 de Marzo est particulièrement actif dans le quartier populaire de Cotiza à Caracas.⁴⁸ Il est connu pour des faits de violences (attaques, extorsions, vols), mais aussi pour assurer le maintien de l'ordre dans les quartiers de la capitale. Le mouvement était dirigé par José Odreman, tué en 2014 au cours d'affrontements avec l'unité policière CICPC.⁴⁹

Le *colectivo* Alexis Vive est basé dans le quartier *23 de enero* au cœur de la capitale vénézuélienne. Le nom du mouvement fait référence à l'action du militant défunt de la *Coordinadora Simón Bolívar*, Alexis González Revette. Ses « unités de défense de la révolte populaire » agissent à visage couvert et emploient des méthodes de guérilla urbaine. D'engagement « internationaliste, révolutionnaire, bolivarien et socialiste », le mouvement est connu pour ses attaques contre les « fers de lance de la bourgeoisie ». Il se définit comme « une organisation politique, fondée en réaction du coup d'Etat fasciste de l'ultra-droite de 2001-2002 », dont la mission de « diriger le peuple vénézuélien dans la lutte pour la construction d'une société socialiste ». ⁵⁰

1.1.6. Rôle des *colectivos* dans la répression du mouvement de contestation populaire à partir de 2014

Dans un contexte de crise socio-économique et de violences exacerbées, les *colectivos*, ont été employés par les autorités comme des forces anti-émeutes contre les mouvements d'opposition, et sont progressivement devenus incontrôlables.⁵¹ Les *colectivos* peuvent aussi agir en commun avec les forces de sécurité contre les étudiants, ce qui explique, selon l'analyste Paula Vasquez Lezama, qu'il y ait eu autant de morts dans les manifestations estudiantines de février 2014.⁵² Parmi ces *colectivos*, les *Tupamaros* ont joué le rôle de véritables milices armées de répression contre la manifestation étudiante de février 2014.⁵³

Si Hugo Chávez arrivait à les contenir, ce n'est plus le cas de son successeur, Nicolas Maduro.⁵⁴ Le président Maduro s'est révélé incapable de juguler l'irruption de violence.⁵⁵ Selon le site d'information en ligne *Panamérica Post* (*Panam Post*), les *colectivos*

⁴⁴ *Reportero 24*, 23/10/2014.

⁴⁵ *RunRun*, 09/10/2014.

⁴⁶ Coup d'Etat civilo-militaire qui mit fin à la dictature du chef de l'Etat Marcos Pérez Jimenez.

⁴⁷ *RunRun*, 09/10/2014.

⁴⁸ *El Nacional*, 14/09/2014.

⁴⁹ *El Nacional*, 07/10/2014.

⁵⁰ *RunRun*, 09/10/2014.

⁵¹ *El Pais*, 17/04/2014.

⁵² *Geopolis*, 25/02/2014.

⁵³ *Le Nouvel Obs*, 19/02/2014; *The New York Times*, 24/02/2014.

⁵⁴ *Geopolis*, 25/02/2014.

⁵⁵ *Vice News*, 01/03/2014.

constitueraient l'ultime recours du président, en difficulté depuis 2014.⁵⁶ La violence a gagné plusieurs quartiers de Caracas et la présence des *colectivos* est devenue notable en dehors des quartiers populaires où ils sont traditionnellement implantés. Le président Nicolas Maduro s'est finalement désolidarisé « de ceux qui se prétendent chavistes pour terroriser la classe moyenne ».⁵⁷

Ces groupes, qui se contentaient autrefois d'intimider les dissidents, participent désormais directement à la répression des manifestations.⁵⁸ Leur rôle exact dans la répression des mouvements de contestation reste à déterminer, mais il est pour la première fois apparu qu'ils agissaient de manière coordonnée avec la police pour contribuer à la répression des manifestations.⁵⁹ Selon l'avocat Marino Alvarado qui dirige l'organisation vénézuélienne de défense des droits de l'Homme PROVEA (*Programa Venezolano de Educación-Acción en Derechos Humanos*)⁶⁰, ils agissent avec la complaisance du gouvernement et en coordination avec les forces de sécurité publiques.⁶¹⁶²

1.1.7. Financement et ressources

Bien que les *colectivos* disposent d'un certain degré d'autonomie opérationnelle, ceux-ci reçoivent un soutien gouvernemental sous la forme d'aides financières.⁶³ Celles-ci proviennent notamment de municipalités sous le contrôle du régime et des fonds issus du chiffre d'affaire de l'entreprise nationale *Pétroleos de Venezuela* (PDVSA)⁶⁴. Certaines personnalités haut placées du régime chaviste leur assurent, par ailleurs, un soutien politique, financier et logistique, et leur assurent notamment des livraisons d'armes. Les autorités ont également fourni des motos aux *colectivos*.⁶⁵ En échange de ce soutien logistique et financier, ces derniers sont tenus de prêter leurs services au régime, de patrouiller dans les quartiers et d'intimider les opposants politiques lors des échéances électorales.⁶⁶

D'après un rapport publié en 2014 par le centre de recherches de l'Université de Miami *Institute for Cuban and Cuban-American Studies*, plusieurs milliers de membres des *colectivos* auraient été formés et entraînés à Cuba, dans le cadre d'une coopération politico-militaire entre le Venezuela et Cuba.⁶⁷ Le site d'information en ligne *Panamérica Post* cite le cas des *Tupamaros*, *La Piedrita*, *Simon Bolivar* et *Alexis Vive* parmi les *colectivos* entraînés par le régime cubain et impliqués dans la répression des manifestations étudiantes ayant fait 25 morts et 300 blessés en 2014.⁶⁸ L'étude susmentionnée indique que le régime chaviste a envoyé à la Havane de nombreux militants se former aux tactiques de guérilla, aujourd'hui employées contre les manifestations d'opposition au gouvernement Maduro.⁶⁹

⁵⁶ *Panam Post*, 11/06/2016.

⁵⁷ *Panam Post*, "Colectivos : el sustento armado de Nicolas Maduro en el poder", 11/06/2016.

⁵⁸ *Mediapart*, 10/03/2014.

⁵⁹ *Mediapart*, 10/03/2014.

⁶⁰ L'association vénézuélienne de défense des droits de l'Homme *Programa Venezolano de Educación-Acción en Derechos Humanos* (PROVEA) a été fondée en 1988 à Caracas.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² *Panam Post*, 11/06/2016.

⁶³ *El Nuevo Herald*, 01/01/2014.

⁶⁴ Cette compagnie pétrolière représente 70% des revenus des exportations. Le contrôle de celle-ci est donc capital pour le système politique vénézuélien. VASQUEZ-LEZAMA P. et WEINBERGER D., 2014.

⁶⁵ *El Nuevo Herald*, 01/01/2014.

⁶⁶ *El Nuevo Herald*, 01/01/2014.

⁶⁷ *Institute for Cuban and Cuban-American Studies*, 18/03/2014 ; *El Nuevo Herald*, 01/01/2014.

⁶⁸ *Panam Post*, 22/06/2015.

⁶⁹ *Panam Post*, 22/06/2015.

1.2. La Milice nationale bolivarienne

Initialement établies en 2005 sous l'appellation *Guardia Territorial*, la Milice nationale bolivarienne (*Milicia Nacional Bolivariana*, MNB) a été créée en 2008 par la réforme de la Loi organique relative aux Forces armées (LOFANB). La MNB a vocation à remplacer l'ancienne force de réserve civile (*Reserva Territorial e de la Mobilizacion Nacional*).⁷⁰

Structurée comme un corps de combattants civils armés et rattaché aux forces armées régulières (*Fuerza Armada Nacional Bolivariana* ou *Fuerza Armada de Venezuela*), la mission officielle de la MNB est « l'entraînement, la préparation et l'organisation du peuple en une défense intégrée [...] engagée pour le maintien de l'ordre intérieur, de la sécurité, de la défense et du développement national ». ⁷¹ L'opposition et la société civile ont accusé cette milice de former « la garde prétorienne » d'Hugo Chávez.⁷²

Sa force létale de la MNB est minime comparée à celle des forces armées régulières.⁷³ Elle a plus un rôle idéologique en faveur de la cause bolivarienne qu'une action de défense. Elle est le fruit du modèle chaviste de sécurité citoyenne établi par le régime avec le « peuple en armes ». ⁷⁴ ICG estime que, si son potentiel de recours à la force ne peut être sous-estimé, la MNB est davantage employée pour endoctriner la population, assurer un soutien électoral au régime et intimider les opposants politiques.⁷⁵

Selon des chiffres gouvernementaux, elle comptait 400 000 membres majeurs en 2015. L'objectif gouvernemental est de porter ses effectifs à un million de membres en 2019. En réalité, seulement 15 000 à 20 000 individus seraient entraînés et prêts au combat.⁷⁶ Depuis 2015, le président Maduro, qui redoute un coup d'Etat⁷⁷, renforce les effectifs de cette milice pour faire contrepoids à l'armée nationale.⁷⁸

La MNB est constituée de trois entités : les milices territoriales (*milicias territoriales*), les corps de combat (*cuervpos combatientes*) et la milice paysanne (*milicia campesina*).⁷⁹ Les milices territoriales désignent les unités de défense organisées au niveau local. Les corps de combat comprennent des groupes de volontaires issus d'institutions privées ou publiques, d'entreprises ou de services publics, engagés dans la défense de leur institution de rattachement (article 50 de la LOFANB) en cas d'urgence.⁸⁰ Les civils peuvent rejoindre ces milices sur la base du volontariat, sans prérequis de service militaire. Les entraînements ont lieu durant les week-ends et ne sont pas rémunérés. Ses membres doivent porter l'uniforme durant les entraînements et leur service officiel (parades militaires). Les armes sont conservées à la base militaire et non individuellement.⁸¹

⁷⁰ CHR. Michelsen Institute (CMI), 12/2015.

⁷¹ Republica Bolivariana de Venezuela, *Gaceta Oficial*, 2011.

⁷² *El Tiempo*, 30/03/2011 ; Control Ciudadano, 2011.

⁷³ ICG, 17/08/2011.

⁷⁴ CMI, 12/2015.

⁷⁵ ICG, 17/08/2011.

⁷⁶ CMI, 12/2015.

⁷⁷ *Telesur*, 02/09/2016. En septembre 2016, le gouvernement vénézuélien a présenté des preuves d'une tentative de coup d'Etat contre le gouvernement Maduro. La préparation de celui-ci a été attribuée à des mouvements paramilitaires et des leaders de l'opposition. Yon Goicoechea, dirigeant du parti *Voluntad Popular*, et Carlo Melo, chef du parti *Avanzada Progresista*, ont été incarcérés en septembre 2016. Carlo Melo a été libéré le 31 octobre 2016.

⁷⁸ *El Nuevo Herald*, 02/07/2016 ; *Excelsior*, 20/08/2016.

⁷⁹ ICG, 17/08/2011.

⁸⁰ CMI, 12/2015.

⁸¹ CMI, 12/2015.

2. Les gangs criminels mafieux

La forte augmentation des homicides s'explique en partie par la prolifération de structures criminelles organisées très actives et en conflit les unes avec les autres. Des groupes criminels se sont ainsi consolidés autour de la corruption et de la violence. Les assassinats sur contrat (« *sicariato* ») impliquant des tueurs à gages parfois très jeunes, les rixes et les attaques contre les autorités et les sociétés privées sont des pratiques courantes, en particulier dans l'Etat minier de Bolivar.⁸²

2.1. Les méga-bandes

Le centre de recherche vénézuélien *Observatorio de Delito Organizado*⁸³ relève en 2015 l'émergence d'environ 10 « méga-bandes » de plus en plus structurées. Ces groupes, caractérisés par le contrôle de très vastes territoires et non plus seulement des quartiers, sont souvent dirigés par des chefs incarcérés, « *los pranes* ». Ces organisations criminelles sont généralement connues sous le nom de leur leader. Celles-ci se sont établies depuis une dizaine d'année dans chacune des régions vénézuéliennes. Elles prospèrent au sein des centres de détention, d'où elles développent des activités criminelles lucratives (trafic de drogues, d'armes, d'alcool, traite, etc.). Pour nombre de « *pranes* », la prison garantit une protection que n'offre pas la rue et facilite la structuration de leur organisation. Le caractère inédit de ces méga-bandes tient à leur ampleur et leur assise : constituées d'une cinquantaine de personnes, elles ont des capacités de négociation avec les autorités de l'Etat, ont des relations avec des groupes criminels locaux et disposent d'une puissance de feu jusqu'alors inégalée par les petits groupes criminels indépendants. Leur réseau permet d'établir une assise sur un premier cercle de 200 acteurs criminels locaux⁸⁴.

Les plus connues sont *El Picure* et *El Juvenal*. Les « zones de paix »⁸⁵ établies par le gouvernement sont pour celles-ci des zones franches où elles opèrent sans contrôle, voire avec la complicité des autorités. Un haut fonctionnaire a été accusé d'avoir informé *El Picure* des descentes de police. Les opérations de sécurité gouvernementales *Liberación y Protección del Pueblo* (OLP)⁸⁶ ont visé les méga-bandes à partir de juin 2015.⁸⁷

2.2. Le trafic de stupéfiants et l'implication de militaires

Le Venezuela est devenu l'un des tout premiers pays de provenance de la cocaïne disponible sur le marché européen, depuis le milieu des années 2000. On trouve désormais dans les Etats frontaliers de Táchira, d'Amazonas et d'Apure des « Bandes criminelles émergentes » (« *bacrim* »), des groupes armés colombiens fortement investis

⁸² VASQUEZ-LEZAMA P. et WEINBERGER D., 2014 .

⁸³ L'*Observatorio de Delito Organizado* est un programme de recherche de l'association vénézuélienne *Asociación Civil Paz Activa* subventionné par l'Union Européenne. Il se consacre à l'étude du crime organisé au niveau national et régional. L'observatoire vénézuélien du crime organisé transnational (*Observatorio Venezolano de Delito Organizado Transnacional*, DOT) a été fondé en 2012.

⁸⁴ *Observatorio de Delito Organizado*, 13/07/2015.

⁸⁵ Les zones des paix ont été créées en 2013 par un plan de sécurité gouvernemental auquel a été alloué 200 millions de bolivars vénézuéliens (19 millions d'euros environ). Le plan prévoyait des négociations entre les forces de sécurité et les groupes délinquants de quartier. Ceux-ci devaient déposer leurs armes en échange d'opportunités de reconversion. En réalité, les forces de sécurité sont exclues des zones de paix qui se sont *de facto* converties en zones de non-droit contrôlées par les bandes délinquantes et les groupes armés organisés.

⁸⁶ Les opérations de sécurité menées dans le cadre de l'OLP comprennent des interventions de la Police Nationale (PNB), de la *Guardia Nacional* (GNB), et parfois, du corps spécialisé de la police CICPC aux côtés du service de renseignement (SEBIN).

⁸⁷ *Observatorio de Delito Organizado*, 13/07/2015; *Reportero24*, 02/08/2015; *Insight Crime*, 20/07/2015; *ICG*, 23/06/2016.

dans la production et le trafic de stupéfiants. Ils sont majoritairement⁸⁸ issus de la démobilisation en 2006 des mouvements d'extrême-droite fédérés sous la bannière des Autodéfenses unies de Colombie (*Autodefensas Unidas de Colombia*, AUC). Le terme d'organisation criminelle ne suffit pas à décrire ces groupes, car ils présentent de nombreuses caractéristiques propres aux anciens groupes paramilitaires : forte présence d'anciens chefs d'AUC, structure hiérarchique de type militaire, contrôle du territoire, assassinats de responsables d'ONG, enrôlement de mineurs, etc.⁸⁹

Par ailleurs, de nombreux militaires vénézuéliens sont impliqués dans le trafic de cocaïne de grande ampleur. Le terme *Cartel del Sol* a été employé pour la première fois en 1993 lorsque deux généraux de la *Guardia Nacional*, le chef de l'unité anti-drogue Ramón Guillén Dávila et son successeur Orlando Hernández Villegas ont été inculpés pour trafic de stupéfiants et autres délits connexes.⁹⁰ A cette époque, le rôle de l'armée vénézuélienne dans le trafic de cocaïne était relativement limité. Depuis les années 2000, le développement du trafic de drogue a favorisé l'implication d'un nombre croissant de militaires, au point qu'aujourd'hui le terme *Cartel de los Soles* est devenu une appellation générique qui recouvre plusieurs organisations. En réalité, ce cartel ne désigne pas une structure organisée, mais un ensemble peu structuré.⁹¹

Les principaux organes des forces armées – *Guardia Nacional*, armée de terre et forces aériennes – comprennent des factions impliquées dans le narcotrafic. Les éléments des FANB les plus impliqués dans le trafic de stupéfiants se concentrent essentiellement le long de la frontière colombo-vénézuélienne dans les Etats de Táchira, d'Apure et de Zulia. Ces cellules tirent leur pouvoir du contrôle des principaux aéroports, ports et voies fluviales du pays, notamment à Puerto Cabello dans l'Etat de Carabobo.⁹²

Plusieurs événements ont favorisé le rapprochement du pouvoir militaire avec le narcotrafic. Tout d'abord, la signature du plan de sécurité *Colombie* entre les Etats-Unis et la Colombie a permis d'intensifier la pression sur le mouvement insurrectionnel colombien (FARC-EP et ELN), obligeant les groupes de guérilla à déplacer leurs activités dans les Etats-frontières vénézuéliens.⁹³ Par ailleurs, l'échec du coup d'Etat de 2002 a donné l'occasion à Hugo Chávez de renouveler son cercle de confiance, d'accorder des postes clés aux militaires et de renforcer la présence militaire dans la zone frontalière. C'est dans ce contexte qu'ont lieu les premiers contacts substantiels entre les effectifs de l'armée et de la *Guardia Nacional* avec le narcotrafic. En 2004, le journaliste Mauro Marcano (assassiné) a révélé les relations de la *Guardia Nacional* avec le narcotrafic, allégations qui sont corroborées en 2011 et 2013 par des saisies record de stupéfiants issus des *hubs* aéroportuaires contrôlés par l'armée vénézuélienne. Les inculpations ne visent cependant que des officiels subalternes. Lorsqu'en 2005, Hugo Chávez a accusé d'espionnage l'Agence fédérale américaine de contrôle des stupéfiants (*Drug Enforcement Administration*, DEA), tous les programmes de lutte contre le narcotrafic financés par les Etats-Unis ont été interrompus, et la coopération internationale en matière de lutte contre les stupéfiants a été restreinte, une décision qui a renforcé les réseaux du crime organisé.⁹⁴

L'Office américain de contrôle des actifs étrangers (*Office of Foreign Assets Control*, OFAC) a publié une liste de noms de plusieurs représentants de l'Etat vénézuélien impliqués dans le trafic de stupéfiants, parmi lesquels le directeur des services de renseignements militaires, Hugo Armando Carvajal Barrios, le commandant des forces

⁸⁸ Un de ces groupes, les *Rastrojos* n'a pas d'origine paramilitaire mais provient du Cartel del Norte del Valle.

⁸⁹ VASQUEZ-LEZAMA P. et WEINBERGER D., 2014.

⁹⁰ Insight Crime, 01/11/2016.

⁹¹ VASQUEZ-LEZAMA P. et WEINBERGER D., 2014.

⁹² Insight Crime, 01/11/2016.

⁹³ Insight Crime, 01/11/2016.

⁹⁴ Insight Crime, 01/11/2016; MAYORCA Javier, 2012.

armées et ministre de la Défense (en 2012), Henry de Jesús Rangel Silvia, et l'ex-ministre de l'Intérieur et de la Justice, Ramon Emilio Rodriguez Chacin. Les partisans du régime chaviste ont dénoncé une manœuvre de déstabilisation du gouvernement. Les enquêtes officielles vénézuéliennes portant sur les hauts dignitaires de l'armée demeurent peu transparentes.⁹⁵

3. La frontière colombo-vénézuélienne

3.1. Les groupes de guérilla colombiens au Venezuela

L'un des principaux effets du Plan Colombie et des efforts anti-insurrectionnels du président colombien Alvarez Uribe ont eu pour conséquence le déplacement de groupes de guérilla du côté vénézuélien de la frontière. En effet, à partir de 2002, les mouvements de guérilla colombiens Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia – Ejército del Pueblo*, FARC-EP) et Armée de libération nationale (*Ejército de Liberación Nacional*, ELN), confrontés à l'offensive des forces de sécurité en Colombie, ont tenté de déplacer leurs activités en Colombie et en Equateur.⁹⁶ En 2010, le président Uribe a accusé le président Chávez d'héberger ces groupes armés colombiens sur le sol vénézuélien.⁹⁷

Depuis une dizaine d'années, la criminalité colombienne se déplace vers les frontières vénézuéliennes.⁹⁸ L'explosion du trafic de drogue s'accompagne d'autres exactions, comme les enlèvements de personnes. Les FARC-EP sous-traitent ces activités criminelles à d'autres groupes armés susceptibles de racheter des personnes kidnappées. En outre, des groupes armés, parfois issus de la police ou de la *Guardia Nacional*, enlèvent régulièrement des personnes (expatriés, touristes, personnes aisées, etc.) susceptibles de payer une rançon même modeste. Si la transaction n'est pas effectuée dans les 48 heures, les personnes kidnappées sont souvent revendues aux FARC-EP et déplacées dans les zones frontalières contrôlées par la guérilla.⁹⁹ Ces groupes armés opèrent concurrentiellement aux Forces de libération bolivariennes dans les Etats d'Apure, Barinas et Zulia, avec la complaisance de certains représentants de l'Etat.¹⁰⁰

A l'issue d'un raid mené par l'armée colombienne en mars 2008 contre les FARC-EP, une importante prise de documents, authentifiés comme appartenant à Raul Reyes, directeur de la commission internationale des FARC-EP (COMINTER), tué lors de l'opération,¹⁰¹ a confirmé les relations d'Hugo Chávez avec cette organisation. Ces documents attestaient que celui-ci soutenait la guérilla sur le sol vénézuélien en échange de la formation militaire des miliciens chavistes.¹⁰²

3.2. Les Forces de libération bolivariennes

Surnommées « *boliches* », les Forces de libération bolivariennes (*Fuerzas Bolivarianas de Liberación ou Frente Bolivariano de Liberación*, FBL) sont un groupe de guérilla vénézuélien basé dans l'ouest du pays à la frontière colombienne.¹⁰³ Les FBL sont une organisation paramilitaire entretenant des relations avec le gouvernement, suspecté de

⁹⁵ Insight Crime, 01/11/2016.

⁹⁶ Insight Crime, 01/11/2016.

⁹⁷ Département d'Etat américain, 06/2016.

⁹⁸ Département d'Etat américain, 06/2016.

⁹⁹ VASQUEZ-LEZAMA P. et WEINBERGER D., 2014.

¹⁰⁰ VASQUEZ-LEZAMA P. et WEINBERGER D., 2014.

¹⁰¹ *Institute for Cuban and Cuban-American Studies*, s.d.

¹⁰² *Institute for Cuban and Cuban-American Studies*, "Venezuela : el Estado narco-terrorista", Pedro Roig, s.d.; *The Guardian*, 11/05/2011 ; VASQUEZ-LEZAMA P. et WEINBERGER D., 2014.

¹⁰³ Insight Crime, 21/10/2016 ; *Reportero 24*, 23/10/2014; Organización de Venezolanos en el Exilio (ORVEX), 08/12/2010.

leur déléguer le contrôle de la zone frontalière.¹⁰⁴ Ce groupement proclame défendre le territoire vénézuélien contre l'invasion de groupes armés étrangers. Les FBL comprennent entre 1 000 et 4 000 membres actifs dans la région transfrontalière. Le mouvement serait entraîné et soutenu logistiquement par les FARC-EP, également présents dans cette zone.¹⁰⁵

Les origines des FBL sont mal connues. Pour certains analystes, ce groupe d'obédience révolutionnaire trouverait ses origines dans une faction radicale d'extrême-gauche du *Partido Patria para Todos* (PPT), bien que ce parti ait nié toute affiliation avec la guérilla.¹⁰⁶ D'autres sources le présentent comme une émanation du *Partido Comunista de Venezuela* (PCV) né à la fin des années 1980. Les FBL ont acquis leur notoriété en 1992 lorsque leur a été attribuée la responsabilité des attaques menées contre des fonctionnaires et le président de la *Confederación de Trabajadores de Venezuela*. Il est éclipsé durant les années 1990. Les FBL sont réapparues après l'élection de 1999 qui a porté Hugo Chávez à la présidence du Venezuela. Le groupe a émis plusieurs communiqués affirmant son soutien à Chávez, si bien que sa résurgence a pu être attribuée à Hugo Chávez. Celui-ci a pourtant rejeté toute affiliation avec les FBL, qu'il jugeait incompatibles avec la révolution bolivarienne.¹⁰⁷

Les FBL concentrent leurs activités paramilitaires dans l'Etat d'Apure, au sud-est de l'Etat de Barinas, dans l'Etat Portuguesa et la ville de Mérida.¹⁰⁸ Leurs activités dites de « contrôle social » incluent l'arrestation et l'exécution d'individus accusés d'activités criminelles ou jugés hostiles. Les FBL ont instauré leur propre loi concernant la consommation d'alcool dans la région frontalière, ainsi qu'une régulation spécifique concernant les activités de chasse, de pêche et d'exploitation forestière. On lui attribue des pratiques d'extorsion envers les fermiers et les commerçants, des activités de contrebande autour de la frontière colombienne, ainsi que des vols de bétail, des kidnappings et des demandes de rançon.¹⁰⁹ Le groupe est aussi accusé de recruter des mineurs.¹¹⁰

L'existence des FBL opérant à la frontière colombienne a longtemps été niée par les autorités.¹¹¹ Ses activités politiques et criminelles sont devenues notoires au cours des années 2000. En 2007, le président Hugo Chávez a appelé le mouvement à se soumettre aux forces armées régulières et à rendre les armes. Depuis, le soutien logistique et financier du gouvernement vénézuélien aux FBL demeure officieux. A partir de 2010, le rapprochement entre les présidents Chávez et Santos (Colombie) marque le début d'une tentative de contrôle des FBL. Ainsi, depuis 2011, les FBL sont considérés par les autorités comme un « groupe insurrectionnel structuré ».¹¹²

Leur chef présumé, Jerónimo Paz, ainsi que trois militants¹¹³ ont été tués en novembre 2011 par les Forces armées révolutionnaires bolivariennes (FANB), l'armée régulière vénézuélienne.¹¹⁴ Bien qu'aucune source officielle n'indique que les FBL aient été démantelées, leur présence à la frontière est devenue moins visible, au profit des forces de sécurité régulières.¹¹⁵ Liés aux *colectivos* chavistes, le groupe s'est également montré très critique envers la corruption et l'attitude « hostile » de certains membres du

¹⁰⁴ *Panam Post*, 23/10/2014.

¹⁰⁵ *Panam Post*, 23/10/2014.

¹⁰⁶ *Panam Post*, 23/10/2014.

¹⁰⁷ *Panam Post*, 23/10/2014.

¹⁰⁸ ICG, 17/08/2011.

¹⁰⁹ ICG, 17/08/2011.

¹¹⁰ *Reportero 24*, 23/10/2014 ; *Diario Critico*, s.d.

¹¹¹ ICG, 17/08/2011.

¹¹² *Diario Republica*, 27/05/2013.

¹¹³ Les FBL opéraient sous le commandement de Jerónimo Paz et d'un corps de cinq hommes connus sous les noms de « Zacarias », « Ernesto Guevara », « Carlos Chileno », « Macaabo » et « Julian ».

¹¹⁴ *Panam Post*, 23/10/2014.

¹¹⁵ ICG, 17/08/2011.

gouvernement face au processus révolutionnaire.¹¹⁶ Ce groupe armé évite néanmoins la confrontation avec les forces de sécurité régulières vénézuéliennes.¹¹⁷

5. Actions de l'Etat pour protéger les citoyens

5.1 Politiques sécuritaires

Depuis l'accession au pouvoir d'Hugo Chávez en 1999, le Venezuela a connu 13 ministres de l'Intérieur et de la Justice et une vingtaine de plans de sécurité successifs.¹¹⁸ En 2008, la réforme de la police a institué une nouvelle police nationale (*Policia Nacional Bolivariana*). Le gouvernement a annoncé le recrutement de 16 000 nouveaux agents. En 2011, seuls 4 600 agents ont été recrutés. ICG souligne la politisation des forces de sécurité, qui se reflète notamment dans le changement de nom de la police nationale, et d'un gouvernement qui s'intéresse davantage au contrôle des forces de sécurité qu'à leur professionnalisation.¹¹⁹

Le plan gouvernemental *Gran Mision A Toda la Vida Venezuela* lancé en 2013 place les forces de sécurité aux côtés des effectifs militaires, une mesure mal accueillie par les ONG qui redoutent le retour de la police militaire dans les rues du Venezuela.¹²⁰ Les politiques gouvernementales ont privilégié le déploiement des forces de l'ordre et les opérations de force dans les quartiers paupérisés au détriment d'une politique de contrôle des armes à feu.¹²¹ Une loi sur le désarmement et le contrôle des armes a été promulguée en 2013. Elle a instauré un système de réglementation d'accès aux armes.¹²² Cependant, la loi sur le désarmement volontaire des groupes armés ne mentionne pas les *colectivos*, ce qui laisse craindre le maintien d'un seuil élevé de violence armée.¹²³ Sous la pression de groupes influents, l'interdiction complète du port d'armes par les civils, préconisée par une commission d'étude, a été retirée du projet de loi débattu à l'Assemblée Nationale.¹²⁴

En janvier 2014, le gouvernement a initié un nouveau plan de sécurité intitulé « Patrouilles intelligentes » (*Patrullaje Inteligente*), qui circonscrit les districts les plus violents en quartiers de taille réduite afin d'enrayer la violence dans les zones urbaines sensibles. Ce programme repose sur la création d'une police « citoyenne » (*Comites Ciudadanos de Control Policial*) chargée d'assurer certaines prérogatives du maintien de l'ordre, une initiative partiellement remise en cause par le recours croissant aux FANB.¹²⁵

L'opération de sécurité *Operación Liberación y Protección del Pueblo* (OLP) lancée en juillet 2015 a déployé 80 000 membres des forces de sécurité (*Guardia Nacional Bolivariana* et police nationale) dans des zones (Valles de Tuy et Cota Mil à Caracas, Etats de Taragua et Miranda notamment) quasiment entièrement contrôlées par des bandes criminelles. Son bilan est mitigé. Quelques jours après le début des opérations, des plaintes contre la violence excessive des forces de sécurité (15 morts) ont été déposées auprès du parquet. L'ONG vénézuélienne de défense des droits de l'Homme PROVEA a qualifié l'intervention du 15 juillet de « massacre ».¹²⁶ Selon l'ONG *Human*

¹¹⁶ ICG, 17/08/2011.

¹¹⁷ Insight Crime, 21/10/2016.

¹¹⁸ *Foreign Affairs*, 27/02/2014.

¹¹⁹ ICG, 17/08/2011.

¹²⁰ *El Universal*, 09/05/2013.

¹²¹ *Foreign Affairs*, 27/02/2014.

¹²² *El Universal*, 15/06/2013.

¹²³ *Reportero 24*, 24/06/2013.

¹²⁴ Washington Office on Latin America (WOLA), 12/02/2014 ; WOLA, 05/08/2013. Blog d'universitaires et de spécialistes consacré au suivi de l'actualité et des évolutions contemporaines du Venezuela.

¹²⁵ WOLA, 12/02/2014.

¹²⁶ *El Impulso*, 15/07/2015.

Rights Watch (HRW) et PROVEA, l'OLP a donné lieu à de nombreux cas de destructions de biens, de détentions arbitraires, de perquisitions illégales, d'expulsions et d'exécutions extrajudiciaires. L'essentiel des interventions de l'OLP a eu lieu dans les quartiers pauvres. Un an après le début des opérations, 245 personnes ont été tuées par les forces de sécurité.¹²⁷

Entre 2001 et 2007, l'Etat vénézuélien a mis en place ses premières mesures pour identifier et lutter contre les problèmes de délinquance et de trafic d'armes, sans grand succès. A Táchira, le taux d'homicides a baissé grâce aux opérations des agents du Corps d'enquêtes scientifiques, pénales et criminelles (*Cuerpo de Investigaciones Científicas Penales y Criminalísticas*, CICPC) contre les bandes criminelles opérant en liaison avec le narcotrafic. Cette politique active a néanmoins fait l'objet de représailles : le chef du CICPC a été assassiné en septembre 2013 lors d'une opération de commando à la frontière.¹²⁸ Le CICPC s'est également affronté aux *colectivos*.¹²⁹

L'Etat s'est engagé dans la réforme du Code pénal (2005) et la mise en place d'un dispositif législatif renforcé : loi contre la délinquance organisée (*Ley contra la Delincuencia Organizada*, 2005), loi contre le rapt et le rançonnement (*Ley Contra el Secuestro y la Extorsión*, 2009), loi contre le financement des terroristes (*Ley contra el Financiamiento Terroristas*, 2012).¹³⁰ Le Code pénal vénézuélien pénalise les actes terroristes et énonce des procédures de poursuites spécifiques contre les personnes engagées dans des activités terroristes. Cependant, le gouvernement accuse régulièrement les opposants politiques de terrorisme. Suite à la fronde sociale de 2014, il a introduit une série de nouvelles dispositions antiterroristes dans l'intention de réduire les manifestations publiques.¹³¹

En août 2015, le président a proclamé l'état d'urgence dans 6 municipalités de l'Etat de Táchira à la frontière colombienne. 1 700 Colombiens ont été expulsés et déportés sur le territoire colombien. 22 000 d'entre eux ont fui le pays par peur de mauvais traitements.¹³²

5.2. Les services antiterroristes

Les agences antiterroristes sont composées du service de renseignements intérieurs (*Servicio Bolivariano de Inteligencia Nacional*, SEBIN) rattaché aux forces armées, du CICPC et de la division d'investigation antiterroriste, rattachées au ministère de l'Intérieur.¹³³

Le Groupe anti-extorsion et anti-rapt (*Grupo de Antiextorsion y Secuestro*, GAES) est une unité de lutte contre la délinquance organisée créée en décembre 2011. Ce service est rattaché à la Direction d'investigations techniques et scientifiques du parquet (*Ministerio Público*) vénézuélien.¹³⁴ Ses unités d'investigation sont présentes dans 4 districts de la capitale et dans 20 Etats du pays.¹³⁵ Dans un rapport publié en 2015, l'ONG *Amnesty International* (AI) rapporte un cas de traitement dégradant à l'encontre d'un manifestant au siège du GAES.¹³⁶

¹²⁷ 245 personnes ont été tuées au cours des 135 interventions répertoriées. Human Rights Watch (HRW)-PROVEA, 2016 ; HRW, 2015 ; WOLA, 06/08/2015 ; PROVEA, 15/11/2016.

¹²⁸ VASQUEZ-LEZAMA P. et WEINBERGER D., 2014.

¹²⁹ *RunRun*, 07/10/2014.

¹³⁰ ESPINOZA Hector, janvier-juin 2015.

¹³¹ Département d'Etat américain, 06/2016.

¹³² HRW, 2015.

¹³³ Département d'Etat américain, 06/2016.

¹³⁴ Republica bolivariana de Venezuela, Ministerio Publico, s.d. ; *El Universal*, 22/04/2013.

¹³⁵ Republica bolivariana de Venezuela, Ministerio Publico, s.d. ; *El Universal*, 22/04/2013. ; *El Universal*, 22/04/2013.

¹³⁶ Amnesty International (AI), 24/03/2015.

A cette unité s'ajoute le Commando national anti-rapt (*Comando Nacional Anti Secuestro*, CONAS) créé le 4 avril 2013 et dépendant de l'état-major de la Garde nationale (*Guardia Nacional*).¹³⁷ Ses effectifs ont été déployés dans le cadre de l'OLP.¹³⁸ Cette unité est dotée d'un commando opérationnel, d'un état-major et de divisions spéciales (enquêtes pénales, analyses, négociation et intervention, doctrine, administration). Ce service travaille en collaboration avec la Division *Antiextorsion y Secuestro* du CICPC.¹³⁹

5.3. Effectivité du système judiciaire

La désorganisation profonde des organisations étatiques chargées de la sécurité de l'Etat et la détérioration du système judiciaire génèrent un contexte favorable à l'impunité et à la corruption au sein des forces de l'ordre¹⁴⁰.

Le rapport 2015 de l'ONG *International Commission of Jurists* (ICJ) s'alarme du dysfonctionnement du système judiciaire, d'un système carcéral décrit comme dépassé et du manque d'indépendance de l'institution judiciaire.¹⁴¹ ICG décrit le fonctionnement d'un système juridique défaillant où la collusion généralisée entre les systèmes policier et judiciaire mine l'état de droit.¹⁴² L'échec des restructurations successives des forces de sécurité intérieures, le clientélisme et la corruption remettent en question l'efficacité de celles-ci.¹⁴³ En 2016, l'indice de référence de l'ONG *World Justice Project*¹⁴⁴ classe le Venezuela à la dernière place mondiale en termes de respect de l'état de droit.¹⁴⁵

Selon la dirigeante de l'association vénézuélienne pour les droits de l'Homme *Fundacion par el Debido Proceso* (FUNDEPRO)¹⁴⁶, Jackeline Sandoval, aucun des 23 plans nationaux élaborés sous les présidences de Chávez et de Maduro pour combattre le crime n'a fonctionné, parce qu'il faut d'abord réformer le système judiciaire dont le dysfonctionnement contribue à l'impunité généralisée.¹⁴⁷ Bien que la population carcérale ait triplé ces dernières années, 90% des crimes restent impunis. La petite délinquance est durement réprimée tandis que la grande délinquance demeure impunie.¹⁴⁸

Dans un rapport publié en 2015, AI a dénoncé la gestion des manifestations de 2014, la violence excessive des forces de sécurité et l'impunité concernant les cas de violations des droits de l'Homme.¹⁴⁹ Seulement 3% des plaintes contre les violations des droits de l'Homme sont examinées par les tribunaux.¹⁵⁰ Selon José Mighel Vivanco, directeur de la division Amériques de HRW, le système judiciaire n'est qu'une façade et les juges obéissent aux autorités.¹⁵¹

¹³⁷ El Universal, 22/04/2013.

¹³⁸ Noticias 24, 05/08/2016.

¹³⁹ Noticias 24, 05/08/2016.

¹⁴⁰ LEON B. et FUENMAYOR O. *et alii*, 2008 dans VASQUEZ-LEZAMA P. et WEINBERGER D., 2014.

¹⁴¹ ICJ Mission Report 2015.

¹⁴² ICG, 17/08/2011.

¹⁴³ VASQUEZ-LEZAMA P. et WEINBERGER D., 2014.

¹⁴⁴ ONG indépendante, World Justice Project se consacre à l'étude de l'état de droit dans 113 pays. L'indice « Rule of Law Index » est établi annuellement par régions et par pays.

¹⁴⁵ World Justice Project, 2016.

¹⁴⁶ *Fundacion par el Debido Proceso* (FUNDEPRO) est une organisation non-gouvernementale vénézuélienne qui dénonce et diffuse les atteintes aux droits politiques et, notamment, la situation des prisonniers politiques.

¹⁴⁷ *Business Insider*, 26/06/2016.

¹⁴⁸ *Foreign Affairs*, 27/02/2014.

¹⁴⁹ AI, 24/03/2015.

¹⁵⁰ Amnesty International, 24/03/2015.

¹⁵¹ HRW, 06/08/2015.

Bibliographie

(Les sites web ont été consultés en novembre 2016)

Institutions nationales

Département d'Etat américain (Etats-Unis), *Country Reports on Terrorism 2015*, Western Hemisphere, chapitre 2, 06/2016, <http://www.state.gov/j/ct/rls/crt/2015/257519.htm>

Ministère des Affaires étrangères et du Développement international (France), « Présentation du Venezuela », mis à jour le 13/04/2016, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/venezuela/presentation-du-venezuela/>

Republica Bolivariana de Venezuela, « Ley Organica de la Fuerza Armada Nacional Bolivariana », *Gaceta Oficial*, 2011, http://www.ceedcds.org.ar/Srd-LibBL/VEN/Ley_Organica_de_la_FANB.pdf

Republica Bolivariana de Venezuela, « Unidad Anti-Extorsion y Secuestro », Ministerio Publico, s.d., <http://www.mp.gob.ve/web/guest/261>

Ouvrage

LACASSE Chantal et MACE Gordon, « Un régime d'insécurité dans les Amériques », dans CAMPANA Aurélie et HERVOUET Gérard (dir.), *Terrorisme et insurrection : évolutions des dynamiques conflictuelles et réponses des Etats*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2013,

Travaux universitaires et centres de recherches

CHR. Michelsen Institute, « Servants of the nation, defenders of *la patria* : The Bolivarian Militia in Venezuela », Université de Bergen, Bergen, Norvège, 12/2015, <https://www.cmi.no/publications/file/5676-servants-of-the-nation-defenders-of-la-patria.pdf>

ESPINOZA Hector, « El secuestro en cifras en Venezuela », *Cuestiones Juridicas*, Revista de Ciencias Jurídicas de la Universidad Rafael Urdaneta, vol. IX, n°1, Maraicobo, Venezuela, janvier-juin 2015, http://200.35.84.134/ojs-2.4.2/index.php/cj/article/viewFile/274/pdf_15

VASQUEZ-LEZAMA P. et WEINBERGER D., « Le paradoxe sécuritaire vénézuélien », *Cahiers de la sécurité et de la justice* n°27/28, Institut National des Hautes Etudes de la Sécurité et de la Justice (INHESJ), Paris, France, 2014, https://www.inhesj.fr/sites/default/files/fichiers_site/etudes_recherches/cs27_28_vasquez_lezama_weinberger.pdf

BRUN Elodie, « Le Venezuela, un pays violent », Paris, Observatoire Politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes, Institut d'Etudes Politiques de Paris, France, 03/2014, <http://www.sciencespo.fr/opalc/content/le-venezuela-un-pays-violent>
LUDENA RIOS Eduardo, « Ceux qui sont en jeu au Venezuela, la crise vénézuélienne saisie par ses acteurs », Paris, Observatoire Politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes, Institut d'Etudes Politiques de Paris, France, 26/03/2014, <https://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr.opalc/files/Ceux%20qui%20sont%20en%20jeu%20au%20Venezuela3.pdf>

Institute for Cuban and Cuban-American Studies, "Venezuela-Cuba Military Cooperation and the Narco-Terrorist Connection", n°212, Université de Miami, Etats-Unis, 18/03/2014,

https://fr.scribd.com/document/269587089/Venezuela-Cuba-Military-Cooperation-and-the-Narco-Terrorist-Connection#download&from_embed

MAYORCA Javier, « Mitos y realidades sobre el cartel de los soles », *Simon Bolivar Analytic*, n° 24, Centro de Estudios de Política Proyectiva, Caracas, Venezuela, 2012,

<http://runrun.es/nacional/184082/mitos-y-realidades-sobre-el-cartel-de-los-soles-en-venezuela.html>

SAMOUTH Eglantine, « Dire l'évènement quand il surgit : les évènements d'avril 2002 au Venezuela dans trois quotidiens nationaux, une analyse discursive », thèse de doctorat Sciences du langage et études hispaniques, Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne, soutenue le 30 novembre 2011,

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-00701796/document>

Institute for Cuban and Cuban-American Studies, "Venezuela: el Estado narco-terrorista", Pedro Roig, Université de Miami, Etats-Unis, s.d.,

https://fr.scribd.com/document/269587435/Cuba-Venezuela-Estado-Narcoterrorista#download&from_embed

Think-tanks

Insight Crime, « Cartel de los Soles », 01/11/2016,

<http://es.insightcrime.org/noticias-sobre-crimen-organizado-en-venezuela/cartel-de-los-soles-perfil>

IRIS, « Venezuela : les enjeux nationaux et régionaux de la bataille entre l'opposition et Nicolas Maduro, le point de vue de Christophe Ventura », 28/10/2016,

<http://www.iris-france.org/82611-venezuela-les-enjeux-nationaux-et-regionaux-de-la-bataille-entre-lopposition-et-nicolas-maduro/>

Insight Crime, « FBL », 21/10/2016,

<http://es.insightcrime.org/noticias-sobre-crimen-organizado-en-venezuela/fbl>

Stratfor, "Venezuela armed groups find opportunity in calamity", 01/03/2016,

<https://www.stratfor.com/analysis/venezuela-armed-groups-find-opportunity-calamity>

Insight Crime, « 'Mega-gangs' : the latest criminal collective in Venezuela », 20/07/2015,

<http://www.insightcrime.org/news-briefs/mega-gangs-latest-collective-venezuela-organized-crime>

ONG

PROVEA, "OLP : El terror viste verde oliva", 15/11/2016,

<https://www.derechos.org/ve/actualidad/olp-el-terror-viste-verde-oliva>

Human Rights Watch (HRW)-PROVEA, "Unchecked Powers : Police and Military Raids in Low-Income and Immigrants Communities in Venezuela", 2016,

https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/venezuela0416web.pdf

International Crisis Group (ICG), « Venezuela : al borde del precipicio », Informe breve sobre América Latina n° 35, 23/06/2016,

<https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/b45-venezuela-edge-of-the-precipice-spanish.pdf>

World Justice Project, « Venezuela Rule of Law Index 2016 », 2016,
<http://data.worldjusticeproject.org/#/groups/VEN>

Human Rights Watch (HRW), « Venezuela : Critics Under Threat », 06/08/2015,
<https://www.hrw.org/news/2015/08/06/venezuela-critics-under-threat>

Observatorio de Delito Organizado, « Alerta Informativa : El surgimiento de las megabandas en Venezuela », 13/07/2015,
<http://observatoriodot.org.ve/cms/index.php/item/71-alerta-informativa-el-surgimiento-de-las-megabandas-en-venezuela>

Amnesty International (AI), « Los rostros de la impunidad : a un año de las protestas, las victimas aun esperan justicia », 24/03/2015,
<https://www.amnesty.org/en/documents/AMR53/1239/2015/es/>

International Commission of Jurists (ICJ), « Venezuela: The Sunset of the Rule of Law », ICJ Mission Report 2015,
<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=57ee7c1c4&skip=0&query=tupamaro&coi=VN>

Human Rights Watch (HRW), « Venezuela : Events of 2015 », 2015,
<https://www.hrw.org/world-report/2016/country-chapters/venezuela>

Global Partnership For the Prevention of Armed Conflict, « Venezuela in Crisis : Economic and Political Conflicts Drivers in the Post-Chavez Era », 03/2014,
http://www.gppac.net/documents/130492842/0/GPPAC_Alert_Venezuela_Final27Mar2014.pdf/6a3257a4-2749-43e9-8e83-e289bee86b21

Observatorio Venezolano de Conflictividad Social, « Social conflict in Venezuela, February 2014 », 10/03/2014,
<http://www.observatoriodeconflictos.org.ve/tendencias-de-la-conflictividad/social-conflict-in-venezuela-february-2014>

International Crisis Group (ICG), « Violence and Politics in Venezuela », Crisis Group Latin America Report n°38, 17/08/2011.
<https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/38-violence-and-politics-in-venezuela.pdf>

Control Ciudadano para la Seguridad, la Defensa y la Fuerza Armada Nacional, 2011,
<http://controlciudadano.org/web/wp-content/uploads/Informe-anual-2010-CC.pdf>

Organizacion de Venezolanos en el Exilio (ORVEX), "Evolucion de grupos chavistas de civiles armados en Venezuela", 08/12/2010,
http://orvex.org.p11.hostingprod.com/Documentos/Evolucion_Dic2010.pdf

Médias

Caracol Radio, « Henrique Capriles denuncia estar detenido por colectivos chavistas armados », 08/09/2016,

http://caracol.com.co/radio/2016/09/08/internacional/1473300008_952415.html

Telesur, « Gobierno venezolano revela pruebas del golpe de Estado frustrado contra presidente Maduro », 02/09/2016,

<http://www.telesurtv.net/news/Gobierno-venezolano-revela-pruebas-del-golpe-de-Estado-frustrado-contra-presidente-Maduro-20160902-0028.html>

Excelsior, "Reaccionaria peor que Erdogan ; Nicolas Maduro teme golpe de Estado", 20/08/2016,

<http://www.excelsior.com.mx/global/2016/08/20/1112108>

El Nacional, « Colectivos oficialistas arremetieron contra marcha de Capriles », 13/07/2016,

http://www.el-nacional.com/sucesos/Colectivos-arremetieron-Juan-Guaido-marcha_0_883711787.html

El Nuevo Herald, « Maduro fortalece milicias como un contrapeso al ejército », 02/07/2016,

<http://www.elnuevoherald.com/noticias/mundo/america-latina/venezuela-es/article87426622.html>

Business Insider, « 120 policemen have been killed in Venezuela so far this year », 26/06/2016,

<http://uk.businessinsider.com/r-cop-killings-in-venezuela-reach-120-so-far-in-2015-2015-6?amp;IR=T&r=US&IR=T>

Panam Post, "Colectivos : el sustento armado de Nicolas Maduro en el poder », 11/06/2016,

<https://es.panampost.com/sabrina-martin/2016/06/11/colectivos-el-sustento-armado-de-nicolas-maduro-en-el-poder/>

La Patilla, « Colectivos apoyados por concejal del Psuv arremetieron contra mitin de Capriles en Bolivar (Fotos) », 25/11/2015,

<https://www.lapatilla.com/site/2015/11/25/colectivos-apoyados-por-concej-al-del-psuv-arremetieron-contra-mitin-de-capriles-en-bolivar-fotos/>

Panam Post, "Cuba y FARC brindan entrenamiento a los colectivos venezolanos", 22/06/2015,

<https://es.panampost.com/panam-staff/2015/06/22/cuba-y-farc-brindan-entrenamiento-a-los-colectivos-venezolanos/>

Noticias 24, « Comando Antiextorsion y Secuestro despliega 400 funcionarios para apoyar a la OLP en Caracas », 05/08/2016,

<http://www.noticias24.com/venezuela/noticia/291494/despliegan-400-funcionarios-del-comando-antiextorsion-y-secuestro-para-atacar-la-delincuencia-en-caracas/>

Reportero24, « Pandillas mutaron a megabandas », 02/08/2015,

<http://www.reportero24.com/2015/08/02/caracas-pandillas-mutaron-a-megabandas/>

El Impulso, "Provea : operativo de liberacion se convirtio en massacre", 15/07/2015,

<http://www.elimpulso.com/noticias/nacionales/provea-operativo-de-liberacion-se-convirtio-en-masacre>

El Impulso, « Colectivos ejercen funciones similares a las de policias y militares », 02/11/2014,

<http://www.elimpulso.com/noticias/nacionales/colectivos-ejercen-funciones-similares-a-las-de-policias-y-militares>

Reportero 24, « Psuv : Colectivos, el otro ejercito », 23/10/2014,

<http://www.reportero24.com/2014/10/23/psuv-colectivos-el-otro-ejercito/>

RunRun, « Que son los colectivos ? », 09/10/2014,

<http://runrun.es/nacional/venezuela-2/160575/que-son-los-colectivos.html>

El Nacional, « Quien éra José Odreman, lider del Colectivo 5 de marzo ? », 07/10/2014,

http://www.el-nacional.com/sucesos/Jose-Odreman-lider-Colectivo-marzo_0_496750535.html

RunRun, « Murieron 2 lideres de colectivos en presunto enfrentamiento con el cicpc », 07/10/2014,

<http://runrun.es/nacional/actualidad/160089/murieron-2-lideres-de-colectivos-en-presunto-enfrentamiento-con-el-cicpc.html>

El Nacional, « Cotiza es centro de operaciones de mas de 100 colectivos de Caracas », 14/09/2014,

http://www.el-nacional.com/sucesos/Cotiza-centro-operaciones-colectivos-Caracas_0_482351846.html

Reportero 24, « FBL contra pacto de paz », 09/05/2014,

<http://www.reportero24.com/2014/05/09/sebastiana-barraez-fbl-contra-pacto-de-paz/>

Mediapart, « Au Vénézuéla, des manifestations quasi insurrectionnelles », 10/03/2014,

<http://www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr.opalc/files/Au%20V%C3%A9n%C3%A9zuela%2C%20des%20manifestations%20-quasi%20insurrectionnelles-%20par%20%20J.B.%20Mouttet%2C%20in%20mediapart%20du%2010.03.14.pdf>

El Nacional, « Los colectivos y el poder », 25/03/2014,

<http://www.soberania.org/2014/03/25/los-colectivos-y-el-poder/>

Vice News, « Colectivos and Guarimbas Face Off in Venezuela », 01/03/2014,

<https://news.vice.com/article/colectivos-and-guarimbas-face-off-in-venezuela>

Reportero 24, « Colectivos : Los Tupamaros, el brazo armado del chavismo », 23/10/2014,

<http://www.reportero24.com/2014/02/13/colectivos-los-tupamaros-el-brazo-armado-del-chavismo/>

Reuters, « Venezuela violence puts focus on militant 'colectivo' groups », 13/02/2014,

<http://www.reuters.com/article/us-venezuela-protests-colectivos-idUSBREA1C1YW20140213>

Wall Street Journal, « Armed Civilians Fight Venezuela Protesters », 05/03/2014,

<http://www.wsj.com/articles/SB10001424052702303948104579537963099935756>

Foreign Affairs, « Crime and Punishment in Venezuela – Letter from Caracas », 27/02/2014,

<https://www.foreignaffairs.com/articles/venezuela/2014-02-27/crime-and-punishment-venezuela>

Geopolis, « Venezuela : une situation explosive, anarchique, chaotique », 25/02/2014, <http://geopolis.francetvinfo.fr/venezuela-une-situation-explosive-anarchique-chaotique-30967>

The New York Times, "Rash repression in Venezuela", 24/02/2014, http://www.nytimes.com/2014/02/25/opinion/rash-repression-in-venezuela.html?_r=0

El Pais, « Asi operan los 'colectivos', las fuerzas paramilitares chavistas de Venezuela », 23/02/2014
<http://www.elpais.com.co/elpais/internacional/noticias/asi-operan-colectivos-fuerzas-paramilitares-chavistas-venezuela>

Rue 89 Le Nouvel Obs, « Venezuela : Tupamaros, un nom qui fleurent bon la révolution pour une milice à moto », 19/02/2014, <http://rue89.nouvelobs.com/2014/02/19/venezuela-tupamaros-nom-fleure-bon-revolution-milice-a-moto-250033>

El Nuevo Herald, « Los colectivos, orden y terror chavista en Venezuela », 01/01/2014, <http://runrun.es/opinion/impacto/98245/el-nuevo-herald-los-colectivos-orden-y-terror-chavista-en-venezuela.html>

El Pais, « Maduro comienza a perder el control de los grupos civiles armados », 17/04/2014, http://internacional.elpais.com/internacional/2014/02/20/actualidad/1392925472_719654.html

El Nuevo Herald, "Los colectivos : orden y terror chavista en Venezuela", 01/01/2014, <http://runrun.es/opinion/impacto/98245/el-nuevo-herald-los-colectivos-orden-y-terror-chavista-en-venezuela.html>

Reportero 24, « Ley sobre el desarme no menciona a los colectivos », 24/06/2013, <http://www.reportero24.com/2013/06/24/paramilitares-ley-para-el-desarme-no-menciona-a-los-colectivos/>

El Universal, "Promulgada Ley para el Desarme y Control de Armas y Municiones", 15/06/2013, <http://www.eluniversal.com/nacional-y-politica/130615/promulgada-ley-para-el-desarme-y-control-de-armas-y-municiones>

El Universal, « Provea advierte que incorporar al Ejército en seguridad pone en riesgo DDHH », 09/05/2013, <http://www.eluniversal.com/nacional-y-politica/130509/provea-advierete-que-incorporar-al-ejercito-en-seguridad-pone-en-riesgo>

Diario Republica, « FBL : la guerrilla venezolana que causo terror en Delicias », 27/05/2013, <http://www.diariorepublica.com/sucesos/fbl-la-guerrilla-venezolana-que-causo-temor-hoy-en-delicias#>

El Universal, « En Caracas funcionara el Comando Nacional Antisecuestro de la GN », 22/04/2013, <http://www.eluniversal.com/sucesos/130422/en-caracas-funcionara-comando-nacional-antisecuestro-de-la-gn>

El Tiempo, « Chávez fortalece a las milicias bolivarianas », 30/03/2011, <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-4475447>

The Guardian, "Venezuela attacks report suggesting ties between Chávez and Farc rebels", 11/05/2011,

<https://www.theguardian.com/world/2011/may/11/venezuela-attacks-chavez-links-farc-files>

Diario Critico, "Revelan que el Frente Bolivariano de Liberacion recluta a menores", s.d.,

<http://www.diariocritico.com/noticia/60321/noticias/revelan-que-el-frente-bolivariano-de-liberacion-fbl--recluta-a-menores-en-venezuela.html>

Blog

Washington Office on Latin America (WOLA), « Controversy Continues over Venezuela's New Security Operation », 06/08/2015,

<http://venezuelablog.tumblr.com/post/126009390457/controversy-continues-over-venezuelas-new>

Washington Office on Latin America (WOLA), "Will Venezuela's Citizen Security Reform continue despite Re- militarization ?", 12/02/2014,

<http://venezuelablog.tumblr.com/post/76219838974/will-venezuelas-citizen-security-reform-continue>

Washington Office on Latin America (WOLA,) "Citizen Security Reform, part 5 : Gun Control », 05/08/2013,

<http://venezuelablog.tumblr.com/post/57440972984/citizen-security-reform-part-5-gun-control>

Autres

Sistema de Informacion Geografico de Conflictos (SIGCO), outil cartographique de l'Observatoire Vénézuélien des Conflits Sociaux, 11/06/2015),

<http://www.mapadeprotestas.com/?p=160>

Page Twitter « Milicia Bolivariana », s.d.,

<https://twitter.com/miliciavzla>

Page web Observatorio de Delito Organizado

<http://observatorioidot.org.ve/cms/index.php/home/que-es-observatorio-delito-organizado>